

PRÉFET DE L'AUBE

Direction Départementale
des Territoires de l'Aube

Service Eau Biodiversité

Bureau Politique de l'Eau

Dossier suivi par :
Jean-Pierre JACTAT

Mèl : jean-pierre.jactat@aube.gouv.fr

Monsieur HUSSON Jack
11 rue des Louvières
10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS

Tél. : +33 3 25 71 18 58
Fax : +33 3 25 73 70 22

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Renforcement mur de soutènement de berges ru Lafontaine à St Julien-les-Villas - M. HUSSON Jack sur la commune de SAINT-JULIEN-LES-VILLAS
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :10-2016-00138

TROYES, le 17 Janvier 2017

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**RENFORCEMENT MUR DE SOUTÈNEMENT DE BERGES
sur la commune de SAINT-JULIEN-LES-VILLAS**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 16 Janvier 2017, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de SAINT-JULIEN-LES-VILLAS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'AUBE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Préfète et par délégation
Le Directeur Départemental des Territoires
Par subdélégation, le Chef du Service Eau et Biodiversité



Hélène KERISIT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.